
LE PROPAGATEUR

Volume XI.

1er Octobre 1900

No 8.

BULLETIN

CHINE. — Les Puissances ont toutes reçu des nouvelles directes de leurs ministres en Chine. Ces dépêches ne contiennent que des détails sommaires sur les horribles drames qui se sont déroulés à Pékin. Mais enfin ces ministres vivent à l'exception du baron de Kettler, et au milieu de la crise effroyable qu'il a traversée, il ne semble pas que le corps diplomatique ait été particulièrement éprouvé. Cependant le monde n'est pas encore complètement rassuré. Sans doute, le fait que les ministres sont sains et saufs est un allègement sensible à l'angoisse éprouvée par un silence de six semaines. Mais il s'en faut de beaucoup que tout soit terminé et la situation reste compliquée, obscure, troublante.

Il y a cependant deux exagérations à craindre dans l'affaire chinoise : celle qui consisterait à avoir trop de confiance dans la sincérité du gouvernement chinois et celle qui consiste à n'en avoir systématiquement aucune. Le gouvernement chinois mérite à coup sûr qu'on se défie de lui ; toutefois il commence à se rendre compte des responsabilités qu'il a encourues, et loin de les accroître il s'efforce évidemment de les diminuer. On croit voir chez lui de la mauvaise foi et sans nul doute il y en a ; mais il y a aussi, comme dans tous les gouvernements à la fois faibles et violents de l'inquiétude et de la versatilité. C'est ce dont nous ne tenons pas suffisamment compte. Un autre travers auquel nous cédon's est de vouloir, pour mieax intimider les Chinois, user contre eux de réciprocité et employer contre eux des moyens barbares parce qu'ils l'ont fait contre nous. Ce serait descendre à leur niveau. Plusieurs journaux européens ont parlé de faire de Li-Hung-Chang un otage, et un membre de la Chambre des Communes anglaises a même demandé au gouvernement s'il n'aurait pas recours à cette menace. M. Brodrick a répondu que l'Angleterre avait informé le gouvernement chinois qu'il serait tenu personnellement responsable, si les membres des légations ou d'autres européens étaient maltraités ; mais il a ajouté qu'il ne croyait pas qu'en faisant de plus amples notifications de ce genre, on atteignît un résultat utile. M. Delcassé, on s'en souvient, s'est servi de ce procédé à l'égard du gouverneur du Yun-nan et cela a réussi. Qu'on agisse de même envers les membres du gouvernement chinois, on le comprend aussi ; mais pourquoi ? Parce que le gouverneur du Yun-nan était vraiment et directement responsable de la vie de M. François, comme les membres du gouvernement